

# AMNESTY INTERNATIONAL

## FICHE D'INFORMATION

AILRC-FR  
4 mars 2013

### Présentation de la campagne mondiale pour un traité mondial sur le commerce des armes

#### Contexte

Le processus d'élaboration d'un traité sur le commerce des armes (TCA) dans le cadre des Nations unies a débuté en 2007, après qu'Amnesty International et ses partenaires de la campagne *Contrôlez les armes* ont réussi à convaincre 153 gouvernements de voter en faveur d'une consultation sur ce sujet en décembre 2006. Amnesty International avait lancé l'idée d'un TCA au début des années 1990 avec un petit groupe d'ONG, puis à partir de 1995 avec plusieurs lauréats du prix Nobel de la paix sous la direction d'Oscar Arias. En 2007, un nombre sans précédent de gouvernements a envoyé des propositions, qui ont été examinées par les organes spécialisés de l'ONU en 2008 et 2009, avant le début des délibérations officielles en 2010. Ce processus a abouti à une conférence des Nations unies sur le TCA en juillet 2012, qui a débattu du texte du traité, et s'achèvera avec la conférence finale en mars 2013.

Pour obtenir de plus amples informations, voir : *Timeline of Arms Trade Treaty campaign landmarks* (ACT 30/016/2013).

#### Objectif de la campagne

L'objectif de la campagne mondiale pour un traité sur le commerce des armes est de mobiliser l'opinion politique internationale afin de faire pression sur les gouvernements et de les convaincre d'adopter un TCA contenant des règles et des définitions communes qui contribueront à protéger les droits humains.

- La revendication centrale d'Amnesty International est la présence dans le TCA d'une « règle d'or » interdisant tout transfert d'armes dès lors qu'il existe un risque substantiel que ce matériel serve à commettre ou à faciliter de graves violations du droit international relatif aux droits humains, des crimes de guerre ou toute autre forme de violence armée illégale.

Nous voulons aussi un traité :

- qui régleme les transferts de tous les types d'armes classiques – armements, munitions et autres équipements – utilisés aussi bien dans le cadre des opérations militaires que du maintien de l'ordre ;
- qui couvre tous les aspects du commerce international des armes, y compris les dons, le courtage en armes, le transport et le financement ;
- qui comprenne des mécanismes visant à empêcher le détournement des armes transférées vers des utilisateurs finaux non autorisés et qui prévoit la publication de rapports annuels et la criminalisation des trafics illégaux.

Pour obtenir de plus amples informations, voir le document de synthèse publié par Amnesty International en février 2012 : *Amnesty International Briefing Paper*.

### **La conférence finale de négociation du TCA**

Les Nations unies ont invité tous les États à une conférence finale à New York pour achever la négociation du texte du traité mondial sur le commerce des armes. Cette conférence se tiendra du 18 au 28 mars 2013.

### **Ampleur du soutien**

La plupart des pays de l'Union européenne et d'Amérique latine soutiennent un TCA avec un large champ d'application et des critères de transfert basés sur le droit international humanitaire et relatif aux droits humains. Nous avons aussi le soutien d'une grande majorité d'États d'Afrique et des Caraïbes, ainsi que de quelques pays d'Asie et du Pacifique, tels que l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande. La « règle d'or » d'Amnesty International figure dans le document proposé par le président des Nations unies en juillet 2012. Cependant, la Chine, la Russie et la plupart des pays arabes, ainsi que l'Iran, la Syrie, l'Égypte, le Pakistan, Cuba, la Bolivie, le Venezuela et quelques autres pays continuent de se battre contre un TCA solide avec des règles protégeant les droits humains.

Pour obtenir de plus amples informations, voir la synthèse destinée aux médias : *Media briefing: The big six in Arms Trade Treaty negotiations.*

FIN